

# L'eau dans les îles

par P. SINGELIN \*

Les îles du Ponant, les 16 îles de la Manche et de l'Atlantique ont longtemps défrayé la chronique des quotidiens régionaux en été. Manifestations publiques, interventions souvent très vives des élus, ont été monnaie courante lorsque, faute d'une pluviométrie suffisante et suite à un afflux touristique, telle île venait à manquer d'eau.

Les coupures d'eau de l'été 1976 n'ont été sur le littoral que la répétition de ce que les îles connaissent chaque année.

Le problème de l'approvisionnement en eau dans les îles a beaucoup évolué.

Jusqu'à la fin de la deuxième guerre, les îliens s'approvisionnaient, soit de l'eau des puits là où la géologie le permettait, soit de citernes individuelles ou collectives à l'image d'ailleurs d'une bonne partie de la France rurale.

Les besoins individuels étaient alors modestes et la citerne individuelle satisfaisait largement à une population ignorante de l'électro-ménager et du confort qu'offrent aujourd'hui salle de bains et sanitaires.

Mais peu à peu de nouveaux besoins surgissent et l'adduction d'eau fait bientôt partie des revendications premières des îliens. Progressivement, la fréquentation touristique va largement accroître la consommation. Apparaissent alors les retenues collinaires utilisant les eaux de ruissellement des grandes îles (Ouessant, Belle-Ile, Groix) et les conduites souterraines là où les ressources locales sont insuffisantes (Ré, Yeu, Bréhat, Batz). Certaines îles garderont toutefois jusqu'à aujourd'hui un système d'alimentation d'eau traditionnel (Aix, Molène, Sein, Houat, Hoëdic), situation à laquelle l'A.P.P.I.P. a mis définitivement fin, puisque Sein et Molène, dernières îles à bénéficier de l'eau courante, seront en effet desservies cette année.

Conduites sous-marines, pompes, barrages, impluvium, dessalement de l'eau de mer, les îles représentent la plupart des techniques de desserte en eau potable.

Répondre aux besoins légitimes d'une population permanente justifiait donc la mise en place de techniques modernes et même « de pointe » (Sein, Houat). Toutefois, on peut se demander si l'on n'a pas parfois préféré les gros équipements à des solutions

---

\* Ingénieur civil du Génie rural, ancien Secrétaire général de l'A.P.I.P.

plus décentralisées (notamment utilisation rationnelle de la nappe phréatique), solutions qui auraient nécessairement conduit à une gestion plus serrée de l'eau. L'abandon des puits et la pollution généralisée de la nappe phréatique, peut avoir des conséquences graves en période de sécheresse.

Mais le véritable problème de la desserte en eau des îles réside dans la pointe estivale.

Faut-il en effet satisfaire à tout prix les besoins de la population touristique estivale ?

La réponse dans les faits jusqu'à aujourd'hui a été sans réserve : « oui ». Ainsi à Ré où les équipements sont dimensionnés pour amener dix fois ce que consomme la population permanente ; à Hoëdic et Houat où, pour des populations de 120 et 400 habitants multipliées par dix en été, il faut construire d'énormes et inesthétiques citernes.

On peut donc s'interroger sur le bien-fondé de répondre ainsi à la demande.

D'abord la demande provient d'une population urbaine habituée à gâcher l'eau, bien négligeable certes, mais aussi considérée comme un droit. L'eau vient à manquer et nos amis touristes enferment un maire dans son bureau, écrivent à des personnages haut placés. Bref, qu'un territoire de 100 ha, situé en pleine mer à 10 km de la côte, n'offre pas en août l'eau courante comme à Paris, quel scandale !

Alors, il faut s'exécuter. Si le territoire est exigü, le stockage ou le captage de l'eau consomme un espace rare et détériore souvent le paysage (réserves d'eau à Houat et Hoëdic, l'impluvium à Molène). Dans le meilleur des cas, on reporte le problème sur le continent (Ré, Yeu), mais les conduites sous-marines atteignent des chiffres astronomiques (15 millions pour le projet de deuxième canalisation à Yeu).

D'autre part, il est curieux de constater que cette course aux équipements est souhaitée par tous : les élus, harcelés sur le terrain, les fonctionnaires qui se doivent d'obtempérer faute d'être gravement critiqués, la population qui refuse de se soumettre à une discipline que supposerait une gestion rationnelle de l'eau, enfin les gestionnaires des services d'eau, car c'est bien connu, plus l'on vend d'eau et mieux on équilibre son budget.

On multiplie les robinets (les caravanes sont souvent desservies individuellement à Belle-Ile), on crée des sanitaires douches où l'eau coule à gogo (Hoëdic). Un jour bien sûr, l'eau vient à manquer, et ce n'est jamais le problème de la gestion de l'eau qui est abordé, mais le choix d'un nouvel équipement et le taux de la subvention dont il bénéficiera, équipement qui se fera bien sûr aux dépens du milieu naturel et du budget de l'A.P.P.I.P. qui a pourtant d'autres priorités !

De plus, il existe une synergie très nette entre l'urbanisation et les réseaux d'adduction d'eau. Le schéma est classique : la zone constructible revendiquée par la population est au minimum celle desservie par le réseau de distribution de l'eau. Ainsi le réseau définit les zones urbanisables. Puis il faut accroître les capacités du réseau, et pour le rentabiliser, augmenter les zones desservies et aussi accroître les zones constructibles, ce qui sur les îles du Ponant, est une hérésie. Le cercle vicieux est bouclé.

Alors que la fréquentation touristique s'accroît, que les droits

à construire dans les P.O.S. tiennent rarement compte de la consommation en eau qui en résultera, est-il encore possible de mettre en œuvre une politique rationnelle de l'eau dans les îles ?

Le problème est très difficile, car il faudrait avoir répondu à cette question fondamentale : quel seuil d'accueil touristique pour les îles ?

Une étude de ce type en cours sur Belle-Ile, nous fait apparaître que ce seuil est très subjectif.

Certes les îles, milieu exigu et fermé, ne peuvent accueillir un nombre illimité de campeurs et de résidences secondaires. La limite n'est pas technique mais sociologique (réaction de la population permanente) et écologique (analyse scientifique des impacts du tourisme sur le milieu naturel). S'il était possible d'estimer le seuil maximal d'accueil touristique et la quantité d'eau consommée chaque jour au-delà de laquelle soit la dépense engagée est excessive, soit le milieu naturel est saccagé, il serait possible de mettre en place la mesure qui s'impose déjà dans certaines îles : un rationnement de l'eau en été. Il est en effet possible d'envisager des tarifications complexes pénalisant les gros consommateurs et les résidents secondaires qui demandent pour un mois de l'année des équipements considérables. Des systèmes de robinets payants pour les douches et sanitaires des campings seront mis en place. Il faut enfin que les visiteurs des îles payent l'eau à son juste prix.

Si une politique globale n'est pas prête de voir le jour, il est important que les esprits changent. Quand les îliens et les contribuables des départements concernés verront ce que leur coûtent des équipements utilisés un mois de l'année, que les écologistes officiels analyseront le tribut que doit payer la nature pour que soient réalisées les réserves d'eau, qu'élus et fonctionnaires auront conscience que plus on satisfait la demande touristique plus elle augmente, dépassant les seuils écologiques et sociologiques dont beaucoup de responsables sont conscients, alors, il faudra poser les vrais problèmes : celui de l'étalement des vacances, ceux de la rareté des ressources naturelles, de l'eau en particulier, ceux de la croissance en général.

Car si les ressources en eau des îles sont limitées, celles de la France ne le sont pas moins.